



APRÈS LE 8 OCTOBRE

**RETRAITÉ-ES, NE BATTONS  
PAS EN RETRAITE !**

## LE SECTEUR RETRAITÉS ET SES REPRÉSENTANTS

Louise GAVARY  
Edouard VERNIER  
Bernard CHARLIER  
Roland ROUZEAU  
Viviane GOBEAUT  
Marie-Claude BAUDELET  
Sylvie PERADOTTO  
Michèle BUCLON  
Nicole LERAUX  
Suzanne FORGET  
Michel LOREAU  
Pierre ROBINET  
Françoise ROBINET  
André COLLET  
Martine BEISSEGES  
Jacques SILHOL

Elisabeth POGGI  
Michel OSSAKOWSKY  
Jacques RIGOLET  
Gérard WERMELINGER  
Pierre ZINDY  
Nicole COULON  
Paulette CADET  
Alain LESIMPLE  
Victor KOWALYK  
Michel CREMONESI  
Annick BEGUERY  
Didier KNOSP  
Jacqueline GUILLOU  
Christine CHAFIOL  
Martine BUENO  
Andrée ZELEZ



## AGISSONS !

Après le vote, assistez au congrès départementaux, y faire entendre nos revendications, plus que jamais une nécessité face aux multiples attaques dont sont victimes les retraité-es ■

## SOMMAIRE

### Édito ..... p.2

- Les retraité-es au cœur de l'action
- Le secteur retraités et ses représentants
- Rappel Congrès FSU

### Actualités ..... p.3-5

- Syndicats, partis politiques, associations, tous ensemble...
- Souffrance au travail et burn-out chez les enseignants, ouvrons les yeux
- Congrès FSU

### Débat ..... p.6-7

- Défense de l'environnement et écologie
- Le lobbying... ou comment se servir au mieux de ses intérêts

### Action ..... p.8

- MGEN : la concurrence n'est pas la bonne solution attendue !
- Retraité-e-s... Ne pas rester « tranquilles »

### Séjours ..... p.9-10

- Viva Cuba !
- Séjour de La Rochelle
- « Au fil du temps »
- Séjours 2020

### Culture et loisirs ..... p.11

- « Capital et idéologie »
- « Pour une écologie du vivant »
- « Enfances de classe »
- « Votre cerveau vous joue des tours »
- « Main basse sur nos forêts »

### Syndicalisation ..... p.12



## EDITO

## Les retraité-es au cœur de l'action

Après une vie au travail, la retraite devrait être ce moment particulier et privilégié pour s'occuper de soi, de sa famille, de prendre le temps en sortant des rythmes infernaux imposés par notre société. Ce devrait être le temps de nouveaux projets, un moment pour donner libre cours à ses passions, ses envies... Le libéralisme en a une tout autre vision. Tout ce qui ne produit pas de richesse est une aberration, tout ce qui relève de la solidarité et du partage est une incongruité. Chacun doit être seul responsable de son parcours de vie et doit s'assurer lui-même de son devenir au moment de la retraite. Il est incroyable qu'au XXIème siècle, les droits sociaux aient subi de telles attaques et de tels reculs, que les retraités pour pouvoir vivre dignement, se soigner, se loger voire même se nourrir, en soient contraints de battre le pavé. Le gouvernement devrait avoir honte de voir se développer des mouvements sociaux portés par celles et ceux qui ont contribué à faire de la France la puissance économique qu'elle est.

Non content de s'attaquer aux retraité-es actuels, il porte une nouvelle réforme des retraites qui va amplifier les inégalités et réduire encore le pouvoir d'achat des futurs retraité-es sous couvert d'universalité et de justice. Comment peut-on être dupes des objectifs de ces projets ? Pourtant, certaines organisations syndicales sont très complaisantes envers ce projet... L'intersyndicale des retraité-es (le groupe des 9), elle, ne l'est pas. Elle ne méconnaît pas les attaques et leurs incidences parce qu'elle est au cœur du processus. C'est la raison pour laquelle elle a appelé à une nouvelle journée d'action le 8 octobre pour réclamer une hausse du pouvoir d'achat de l'ensemble des retraité-es.

Actifs et retraité-es sont concernés par ces questions. Ce qui se joue aujourd'hui influera sur ce qu'il adviendra demain et il est temps de réfléchir à unir l'ensemble des forces pour contrecarrer ces politiques sociales délétères.

Non, les retraité-es ne sont pas des privilégié-es, non les retraité-es ne sont pas des variables d'ajustements budgétaires permettant de gager trois francs six sous, non les retraité-es ne sont pas des poids morts dans la société, bien au contraire ! Se mobiliser très largement est une nécessité primordiale pour faire reculer le gouvernement et gagner sur des revendications plus que légitimes. La lutte sera peut-être longue, mais le nombre est de notre côté. Macron veut de chacun-e de nous qu'il s'occupe de son propre parcours, alors occupons nous-en mais toutes et tous ensemble !

[benoit.hubert@snefpsu.net](mailto:benoit.hubert@snefpsu.net)

# SYNDICATS, PARTIS POLITIQUES, ASSOCIATIONS TOUS ENSEMBLE...

**U**n tel titre pourrait surprendre. Ne dit-on pas qu'il ne faut pas mélanger syndicalisme et politique, tout comme, chacun en conviendra, syndicats et associations sont deux formes militantes indépendantes.

Mais à y regarder de plus près, les uns et les autres n'ont-ils pas des points communs et sont-ils aussi éloignés qu'il n'y paraît ?

Notre activité syndicale ne consiste-t-elle pas à interroger en permanence le politique et à lutter contre ses orientations dès lors qu'elles nuisent à nos mandats ? Nous avons une position particulièrement critique sur la politique que mène notre gouvernement et son parti majoritaire qu'est la République en Marche, s'appuyant sur la politique libérale menée par l'Europe source de tant de souffrance

pour les peuples. La majeure partie des retraité-es a vu sa pension baisser pendant que les dividendes du CAC 40 s'envolaient. La liste est longue des produits dont les prix flambent avec l'accord du gouvernement. La protection sociale couvre de moins en moins les besoins des gens, laissant trop de personnes sans les soins dont elles auraient besoin. Avec notre syndicat, combattre cette politique et rechercher des alliances, est juste et nécessaire. S'opposer fermement aux partis racistes et xénophobes est un acte militant que notre syndicat porte en permanence. Nous ne pouvons ignorer la montée inquiétante du Rassemblement National, en tête, lors des dernières élections européennes. S'appuyer sur les partis politiques qui défendent l'intérêt de

l'ensemble de la population est un atout indispensable pour faire valoir nos revendications. Cela ne nous lie pas à ces partis, mais renforce nos revendications.

Dernièrement, a été votée la loi de transformation de la fonction publique le 23 juillet au Sénat, après le vote du 18 juillet à l'Assemblée nationale. Cette loi contourne le statut de la fonction publique, garant de la neutralité du ser-



vice rendu et de l'égalité des droits des agentes et agents, mais aussi des usagers et usagers. Cette loi va encourager et accentuer la précarité avec des contrats à durée déterminée non renouvelables, ne permettant ni l'accès au CDI, ni à la titularisation. Elle nuira à l'aide dont notamment les plus démunis ont particulièrement besoin.

Nous ne pouvons pas passer sous silence le rapport sur la réforme des retraites présenté le 18 juillet par Jean-Pierre Delvoe. L'âge de départ serait maintenu virtuellement à 62 ans. La FSU dénonce en effet un report déguisé de l'âge de départ à la retraite de 62 ans à 64 ans, avec la création d'un âge « d'équilibre » en dessous duquel une décote s'appliquerait et ce, même avant 2025.

Si nous dénonçons et combattons la politique actuelle du pouvoir, nous ne sommes pas les seuls. D'autres secteurs pourtant essentiels dans notre vie sociale subissent de plein fouet le désengagement du gouvernement actuel. Le monde associatif (culturel, social, humanitaire, ...) est un élément indispensable du bon fonctionnement de notre société. Pourtant, les moyens dont il dispose s'affaiblissent en même temps que son champ d'intervention s'élargit.

La baisse du budget de l'Etat, la réduction du nombre de fonctionnaires, ainsi que les dotations aux collectivités locales, sont autant d'atteintes à l'activité sociale dont le monde associatif est partie prenante. Pourtant, son combat contribue à l'épanouissement humain. En cela, il

se rapproche du notre. Le groupe des 9, composé d'associations et de syndicats, illustre les convergences qu'ensemble nous pouvons, nous devons créer. Il démontre la justesse de son organisation qui porte des revendications communes, revendications qui ne s'affaiblissent pas au fil du temps.

Nous avons donc toutes et tous à favoriser ces convergences. Notre force nous la tirons du rassemblement le plus large que nous créons. Tout en conservant notre identité propre, nous devons élargir nos alliances pour ainsi répondre aux revendications légitimes de la population, dont celles des retraité-es. ■

**Bernard CHARLIER**



# SOUFFRANCE AU TRAVAIL

## et burn-out chez les enseignants, ouvrons les yeux

Le 6 juin 2016 je me rends chez mon médecin, je me sens épuisé, incapable de me rendre au collège. Après quelques minutes d'échanges, le diagnostic est clair, je suis en « burn-out », et je ne dois pas retourner sur mon lieu de travail jusqu'à nouvel ordre. Je ressors abasourdi, comme si la fatigue et la pression accumulées durant des mois devenaient tout à coup visible...

Je m'appelle Arnaud Fonteny, professeur d'EPS durant 13 années. J'ai aimé mon métier, je l'ai exercé avec joie et conviction, j'étais aussi militant au SNEP, et même secrétaire départemental. Et puis un jour, je n'ai plus eu la force d'exercer mon métier. Aujourd'hui en disponibilité, exerçant une nouvelle activité, je me reconstruis pas à pas. On ne se relève pas sans séquelle d'un burn-out, quand on a la chance, comme c'est mon cas d'avoir pu se relever.

Mon histoire n'est malheureusement pas un cas isolé. Trois ans après, j'ai donc pu me reconstruire, et aussi prendre du recul par rapport à ce qui m'est arrivé, c'est pourquoi j'ai souhaité parler de mon expérience de la souffrance au travail.

J'ai toujours travaillé en ZEP, car cela avait du sens pour moi. Alors les ambiances de classe ou les élèves parfois difficiles à gérer, j'avais l'habitude. Avec des compétences professionnelles acquises au cours du temps, et un vrai travail d'équipe, j'ai pu constater qu'on pouvait faire de belles choses. Quand

j'ai commencé ma carrière, lorsqu'il y avait une difficulté avec un élève ou une classe, collègues et chefs d'établissement faisaient de leur mieux pour soutenir le collègue afin que la classe reste un lieu d'étude propice à l'apprentissage et au développement de l'enfant. Mais au fil des années, ce qui a changé, c'est ce « nouveau management » auquel chefs d'établissements et inspecteurs ont été formés : lorsque des difficultés surviennent dans la classe, le premier responsable est systématiquement et par défaut l'enseignant, responsable de tout. Peu importe le passif de tel ou tel élève, les difficultés que rencontrent aussi les autres enseignants.

Bien sûr on peut critiquer un enseignant. Mais le fait que les chefs d'établissement voient leur rôle pédagogique constamment accru nous mène aujourd'hui à une situation dangereuse : que se passe-t-il aujourd'hui dans de nombreux établissements quand un enseignant est insulté, que des violences ont lieu dans son cours, voire sur sa propre personne ? Et bien malheureusement, le professeur est souvent considéré comme le premier responsable : « est-ce que votre attitude n'a pas provoqué le problème ?... ». J'ai fini par m'habituer à des entretiens avec les chefs d'établissement que je qualifierai aujourd'hui d'humiliant : un jour, lors d'un conseil de discipline, le chef d'établissement m'a coupé plusieurs fois la parole, accordant prioritairement la parole à l'élève convoqué qui tenait

des propos aussi diffamants qu'absurdes à mon encontre. En tant que militant syndical, j'ai vu les collègues s'adapter à ces situations. Certains ont renoncé à parler des difficultés qu'ils rencontraient, de peur d'être montré du doigt. J'ai un jour accompagné un collègue qui ne voulait pas parler d'une bagarre au couteau qui avait eu lieu dans son cours, car il avait peur d'être lui-même incriminé.

Le mouvement « pas de vague » qui a vu le jour cette année est à ce titre une bonne nouvelle, dénonçant au grand jour une situation vécue par des milliers de collègues.

Mais, aujourd'hui, le mal est fait, car ce type de management broie des individus. Il casse aussi des collectifs de travail, et isole les collègues.

Alors que faire pour que les collègues continuent à parler, à dénoncer ce « pas de vague » ? Il y a l'urgence : bien sûr écouter les collègues, les soutenir, les aider, cela nous devons continuer à le faire.

Mais le mal est profond. Comment en est-on arrivé là. Comment ce beau métier que beaucoup nous enviaient, devient-il de moins en moins attractif ? Pourquoi les collègues sont de plus en plus nombreux à exprimer leur souhait de quitter le métier ? Comment avons-nous laissé ce beau métier à la pédagogie, aux méthodes, et au vocabulaire si créatif se vider à ce point de son contenu ? Comment retrouver du sens au métier, de la liberté pédagogique ? Comment redonner confiance aux enseignants ? Comment renouer avec la richesse et la diversité des artisans-pédagogues que nous sommes, et en finir avec le dogme de l'« harmonisation » si cher aux multinationales, si promptes à tayloriser et à standardiser toute forme de travail ? Comment ne pas nous transformer en producteurs de compétences évalués et payés au résultat comme on évalue un commercial, avec tous les renoncements éthiques que cela suppose ?

Le syndicalisme du SNEP et de la FSU doit aujourd'hui ouvrir les yeux sur l'épidémie de souffrance au travail chez les collègues. Il importe de mêler à l'urgence de la réponse, une véritable réflexion de transformation positive à laquelle, enseignants, parents et enfants ont tout à gagner.

**Arnaud FONTENY**





## CONGRÈS FSU

Nous rendons compte ici de l'implication des retraité(e)s – dont un prof d'EPS – dans une action de présentation et de discussion sur la liberté de conscience et la laïcité dans les établissements scolaires de second degré de Moselle, organisée sous la responsabilité et avec les moyens d'un collectif d'associations du département.

### EN QUOI SOMMES-NOUS CONCERNÉ-ES ?

Les fonctions du congrès sont d'apprécier le bilan du mandat passé (vote du rapport d'activité) ; de définir les principes généraux d'organisation et d'action de l'activité syndicale et d'élire les organismes de direction (vote d'orientation) pour le mandat à venir ; de définir les principales revendications sur les grands dossiers.

Chaque syndiqué(e) sera appelé(e) à voter. C'est un droit démocratique qui ne s'use que si l'on ne s'en sert pas et une nécessité pour que la fédération reflète au mieux l'avis des adhérent(e)s. Vous pouvez aussi envisager de participer au congrès départemental FSU.

**Les adhérent(e)s du SNEP y compris retraité(e)s sont donc concerné(e)s.**

### PHASE DÉPARTEMENTALE

La FSU est organisée au niveau départemental. En pratique, la préparation du congrès national aura lieu à ce niveau. Les modalités peuvent varier légèrement d'un département à l'autre. Renseignez-vous auprès de votre section académique et/ou départementale du SNEP.

### CONTRIBUTION NATIONALE SNEP

Mais le secteur national « retraité(e)s » du SNEP prépare également ce congrès.

**Vous pouvez donc aussi utilement nous faire parvenir vos réflexions et remarques au sujet des projets de textes revendicatifs qui sont publiés dans la revue nationale de la FSU « POUR » qui vous est adressée<sup>(1)</sup>, notamment sur les dossiers qui touchent spécifiquement à la situation des retraité(e)s (pensions de retraites, santé, dépendance ...) mais aussi sur tous les autres.**

**Nous invitons donc chaque syndiqué(e) à donner son avis, notamment en n'oubliant pas de voter.** ■

**Roland ROUZEAU**

(1) Adresser vos réflexions et remarques à [bernard.charlier@snepfsu.net](mailto:bernard.charlier@snepfsu.net)



### BRÈVE

#### Quel avenir pour les services publics !?...

« Marianne », de la semaine du 23 au 29 août doit nous alerter.

De 1959 à 2016, les effectifs de la SNCF sont passés de 364 190 agents à 146 000 (3 828 suppressions par an !...). Nous pouvons en mesurer les conséquences sur la sécurité, la qualité du service aux usagers, la souffrance au travail... et la privatisation en marche forcée...prévue en 2023...

**Et l'éducation nationale ?** Ne sommes-nous pas également concernés, par la question des effectifs, de la souffrance au travail, et, encore davantage par les besoins non satisfaits qui en résultent, pour nos jeunes et pour le bien commun ? ■



# DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT ET ÉCOLOGIE

## Dissocier défense de l'environnement et écologie ? Pourquoi ?

Tout à fait d'accord pour soutenir les campagnes menées par les écologistes : campagnes qui visent à ce que chacun d'entre nous fasse des actions à portée individuelle : trier ses déchets, rouler à vélo, éviter le gaspillage alimentaire, énergétique... ou à portée collective : boycott de certains produits, manifestations pour le climat, nettoyage des plages, récupération des trottinettes électriques jetées dans la Seine et le Rhône...

Mais, force est de constater que dans le même temps, les voitures les plus polluantes, les SUV, sont en pointe pour les ventes (+ 52% en un an), que nos déchets sont envoyés dans les pays du tiers monde, que le glyphosate est maintenu à la vente, que les hypermarchés facturent les produits « bio » à des prix qui les rendent inaccessibles à une grande partie de la population française... Que les deux missions de l'office national des forêts, censées servir à l'exploitation de la forêt, sa gestion, l'accueil du public, sont en train de disparaître au profit de l'industrialisation de la forêt (France-Info – Patrice Martin, syndicat national unifié des forêts et de l'espace naturel). Que si 89% des français sont pour l'interdiction totale des pesticides, des maires (de plus en plus nombreux) interdisant l'usage de ces produits à proximité des habitations sont poursuivis en justice : « c'est illégal » (préfets)... mais, que, et pourtant, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les produits de synthèse chimique sont interdits aux utilisateurs... non professionnels !

Qu'Emmanuelle Wargon, secrétaire d'état au ministère de la transition écologique déclare : « la transition écologique est compatible avec le libre-échange »... (voir donc le CETA !)

Il est essentiel de mettre en lumière le rôle fondamental d'un système politique, économique et social le plus mortifère pour la planète : la défense de l'environnement, la sauvegarde de notre planète ne sont pas compatibles avec le système capitaliste.

### Un exemple :

Les incendies de forêt en Amazonie ont provoqué un choc médiatique : 1/3 des forêts primaires de la planète, 50 à 70% de la biodiversité mondiale menacés de disparition ! Les réactions du président Brésilien Jair Bolsonaro ont aussi provoqué l'indignation.

Alors, au nom des menaces environnementales, le président français E. Macron a déclaré illico, et médiatiquement, ne plus vouloir signer l'accord de libre-échange entre l'UE et l'espace économique MERCOSUR (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay)

### Oui MAIS ...

- La France importe des millions des tonnes de soja dont près des deux tiers provenant du Brésil et presque exclusivement OGM (Politis-Patrick Piro - sept 2019).



- E. Macron signe le permis d'extraction minière en Guyane : 360 000 hectares de forêt occupés, légalement ou non, par des multinationales minières.... en Amazonie française ! (ONG dont le collectif OR et WWF en Guyane)

### Oui MAIS...

Il existe un autre accord économique ratifié sans réserves par E Macron : le CETA établi entre le Canada et l'UE et pour le moins aussi désastreux :

- Canada et UE pourront exporter davantage de produits sans droits de douane.
- Les marchés publics seront « plus ouverts ».
- « Rien n'interdit l'importation d'animaux nourris aux farines animales » (Lionel Fontagné - économiste).
- Hausse de la pollution liée à la hausse des imports /exports.
- Affaiblissement des normes sanitaires.
- Recours aux antibiotiques pour les animaux d'élevage...
- Aux OGM pour les cultures.
- Importations concurrentes de la production locale (agriculture, élevage).
- Et l'agro industrie sévit au Canada autant qu'au Brésil !
- Effets du lobbying ? (Voir l'article de Victor Kowalyk).

### Et puis :

- Les maires en France qui décident d'interdire l'usage des pesticides à proximité des habitations, ou, comme à Château Thierry l'épandage par voie aérienne des mêmes produits, sont déclarés dans l'illégalité par les préfets (pourtant depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 les produits de synthèse chimique sont interdits pour les utilisateurs non professionnels et 89% des français sont pour l'interdiction totale des pesticides). ■

**Viviane GOBEAUT**

# LE LOBBYING\*

## ou comment se servir au mieux de ses intérêts

Le système capitaliste d'exploitation de la force de travail du salarié a renforcé son emprise au moyen de mécanismes sophistiqués qui transgressent les règles de la concurrence, de la coopération, du progrès social.

En France, un des plus importants de ces groupes d'influence est le MEDEF qui, avec ses 10 000 permanents, peut se permettre, à l'aide d'avocats, de juristes, de fiscalistes, de livrer des projets de textes de loi clefs en mains, qui pourront être déposés, en catimini, à 2 ou 3 heures du matin au moyen de votes bloqués et sans discussions, conformément à l'article 49.3 sur le fonctionnement des assemblées.

Le même jeu lobbyiste se déploie au niveau européen, où plus de 12 000 officines ont pignon sur rue à Bruxelles, à Strasbourg, à Luxembourg, pour orienter les décisions et les votes des 751 députés européens. C'est ainsi que le texte sur « secret des affaires » a pu être adopté en France et à l'assemblée européenne.

Les mêmes groupes existent au plan mondial ne seraient-ce que les industries pharmaceutiques, les manufactures de tabac, les pétroliers de l'OPEP, en réalité tout groupe qui peut occuper une position dominante dans un secteur économique rentable.

On peut s'interroger pourquoi Monsanto, avec le glyphosate

cancérigène, a pu voir son utilisation prolongée en France et en Europe de 5 années supplémentaires... grâce aux votes des parlements français et européen !

Un des secteurs les plus juteux, dans le lobbying, est celui de l'armement où tous les pays européens et américains livrent sans vergogne leurs armes au pays en situation de conflit : Israël, Moyen Orient, Amérique du Sud.

On peut juger aussi de l'efficacité de l'action du lobby de la National Rifle Association (NRA) qui, malgré les milliers de victimes par armes à feu, où on dénombre plus de 150 millions d'armes à feu, peut poursuivre son business odieux.

Une des têtes de listes, en France, pour les élections européennes, adjoint au logement à la ville de Paris, a proposé la tenue d'un registre de la transparence, dans lequel les contacts avec les Lobbys seraient déclarés.

Enfin, ce lobbying surfe sur les 4% de ristourne octroyés aux décideurs sur toutes les réalisations, les constructions, les bonus bancaires, comme ce fut le cas pour E. Macron avec les 1,5 millions d'euros perçus par la banque Rothschild. ■

**Victor KOWALIK**

\* le lobbying : « méthode manipulatrice, plus ou moins subtile d'un groupe spécifique pour obtenir des décisions qui vont dans le sens de ses intérêts, en faisant jouer son pouvoir et son influence ».

### NEUROPÉDAGOGIE :

#### le cerveau au centre de l'école

Depuis janvier 2018, autour de Jean-Michel BLANQUER, s'est constitué un groupe de scientifiques majoritairement orienté vers les neurosciences et dirigé par Stanislas DEHAENE. En France, une nouvelle norme se met en place : comprendre, construire et orienter les politiques de l'éducation des générations futures, à partir de la connaissance du cerveau obtenue par les neurosciences.

Christian LAVAL met au jour les ressorts et les enjeux de la neuropédagogie. Michel BLAY fournit quant à lui les concepts nécessaires pour discuter du pouvoir heuristique de cette approche de l'homme. La force de leur argumentation donne une perception vertigineuse de la manière dont l'homme occidental construit et organise l'image qu'il a de lui-même. Cette image, lue et interrogée dans la longue trace de l'Histoire, loin de tout présentisme convenu, montre combien la place de cet animal multiple et



singulier qu'est l'Homme, peut être réduite par les neurosciences. Ce livre aidera à penser et à surmonter cet écueil. ■

**Roland ROUZEAU**

**Michel BLAY** est directeur de recherche au CNRS, philosophe et historien des sciences.

**Christian LAVAL** est professeur de sociologie à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense.



Michel BLAY et Christian LAVAL, éditions TSCHANN, 10€, commande : Institut de Recherche de la FSU : <http://institut.fsu.fr/-NEUROPEDAGOGIE-813-.html>

# MGEN : la concurrence n'est pas la bonne solution attendue !

**Notre mutuelle nous pose-t-elle, aujourd'hui, les questions actuellement décisives, pour notre santé ?**

L'intervention de son président, R. Berthilier, à l'AG de la MGEN de début juillet 2019 est accessible sur son site. Elle montre, comme le bulletin MGEN, le grand écart existant entre les bonnes intentions avancées et l'absence d'une vraie problématique : la solidarité réelle nécessite-t-elle mobilisation et luttes et pas seulement bonne gestion et beaux discours ?

Notre Sécurité Sociale, à la sortie de la guerre, a pu être mise en place à la faveur, décisive, d'un rapport de forces favorable, s'appuyant sur le CNR (« Comité National de la Résistance »). Elle a depuis fait ses preuves.

Son ambition était bien de dépasser l'« assurance », individualisée, contre « les risques sociaux » qui fonctionnait avant la guerre et qui montrait ses insuffisances, pour lui substituer la solidarité de « l'Etat providence » appuyé sur une « Sécurité Sociale » solidaire, fondée sur des cotisations sociales et un service public géré démocratiquement.

Assurances privées, mais aussi mutuelles, sont alors intervenues pour préserver une part notable aux complémentaires santé, contre la couverture intégrale proposée dont elles ne voulaient pas.

Lors des dernières décennies, le pouvoir s'est efforcé, à la fois, de supprimer le fonctionnement démocratique, d'accroître la part des complémentaires, assurantielles ou mutualistes et de faire une place accrue au privé face aux établissements publics.

La MGEN, notre mutuelle, ne peut aujourd'hui, se contenter de gérer au mieux le « reste à charge » et de jouer la concurrence pour garder, voire accroître son nombre d'adhérents.

Nous attendons d'elle qu'elle intervienne pour l'extension de la couverture santé de base vers les 100% (l'AMO : Assurance Médicale Obligatoire), et que soient confiées aux complémentaires d'autres tâches : prévention, information, centres de soins....

Nous pensons qu'assurer durablement notre santé nécessite que la MGEN, avec ses adhérents, se mobilise aujourd'hui davantage au profit de conditions de travail



meilleures, d'un environnement préservé, d'une nourriture plus saine et de proximité, d'une éducation pour toutes et tous à la santé, d'une recherche renforcée, de personnels médicaux notablement accrus et bien formés et, surtout peut-être, d'un financement solidaire à la hauteur des besoins d'aujourd'hui... Aux adhérents de compléter, démocratiquement !...

Cela n'est pas compatible avec la multiplication de complémentaires concurrentielles et d'options diversifiées de couverture santé engendrant une santé inégalitaire, selon ses moyens et dangereuse pour tous, ni avec les cotisations spécifiquement accrues des retraités et même leur exclusion des comités de section !...

**Édouard VERNIER**

## RETRAITÉ-E-S...

### Ne pas rester « tranquilles » !

Oui, nous retraité-e-s nous continuons et continuerons à manifester contre toutes les mesures injustes de ce gouvernement !

Rester chez nous tranquille ? Alors que le gouvernement poursuit sa politique de destruction du système des retraites, que dans le domaine de l'Éducation, de la Santé, de la Justice, de l'Environnement, des transports, de la Culture.... c'est le même refrain : faire plus avec moins de moyens !

C'est bien avec notre capacité à dire NON que nous pouvons réagir.

A nos manifestations, pétitions, à toutes les formes de mobilisations auxquelles ont participé les retraité-e-s, la réponse de notre gouvernement reste indécente ! À l'exemple de la réponse de Mr Macron à cette militante d'ATTAC de 73 ans, blessée par une charge de police : « quand on est fragile, qu'on peut se faire bousculer, on ne se rend pas dans des lieux qui sont définis comme interdits » et de lui recommander « peut-être une forme de sagesse » !

Pour l'avocate de la blessée « ces situations ont souvent été recouvertes par des men-

songes d'Etat » : le procureur de Nice a finalement reconnu, quelques jours plus tard, la responsabilité d'un policier dans la chute de cette dame.

Cette affaire ne restera pas anodine puisqu'elle est déjà sujette à une procédure assez rare : pour dépasser « les nombreux conflits d'intérêt constatés », le procureur de Nice a été dessaisi de l'affaire qui sera traitée par la juridiction de Lyon.

Au delà de ce cas particulier, certains élus dénoncent aussi la gravité d'autres situations qui semblent devenir « normales » : interpellations mus-



clées, gardes à vue abusives, arrestations arbitraires, interdictions de manifester...

Nous ne sommes plus dans un état de droit.

**Alors retraité-e-s, continuons à manifester, pas seulement pour nos retraites, pour une autre politique sociale, pour toutes les générations.**

**Suzanne FORGET**





## VIVA CUBA !

Cuba, Cuba si, Caraïbes, tropiques... on en rêve chez nous quand l'hiver est long et triste ! Et nous y sommes ! Seize collègues retraités. Et merci à l'association Cuba Linda qui nous a permis d'ouvrir tant de portes.

**G**rosse chaleur au rendez-vous ! Mais nous ne sommes pas ici (que) pour les images d'Épinal : curieux de découvrir ce pays et ce peuple accueillant, humble et déterminé qui :

- A viré le colonisateur espagnol, puis a subi la dictature de Batista, épaulée par la mafia américaine : les USA faisant de Cuba le « bordel » de l'Amérique ( prostitution, alcool, drogue), sans loi ni limites.
- A viré ensuite Batista lors de la Révolution de 1959 initiée par Fidel Castro et ses compagnons et cela, face à l'agressivité de la bourgeoisie cubaine, de la CIA et des USA. Les biens saisis (terres, immeubles, entreprises...) ont été distribués au peuple qui souffrait d'analphabétisme massif, de maladies, de pauvreté.

Et malgré les nombreux attentats, tentatives d'invasions (comme la Baie des Cochons , qui se traduit par un désastre des mercenaires armés par la CIA ), un blocus économique ignoble des USA (renforcé par Trump), les cubains ont réussi à construire un système politique, économique et social au service de la population tout entière.

Avec une école performante, envie (totalement gratuite, y compris à l'université).

Avec un système de santé remarquable, d'accès entièrement gratuit et trouvant encore les moyens de fournir des médecins à de nombreux pays du tiers monde !

Nous avons pu rencontrer de nombreuses institutions liées à l'école et au sport : Ecole primaire, lycées à dominante sport, faculté de culture physique, l'INDER (Institut National du Sport, de la Culture Physique et la Récréation) où les responsables, directeurs, doyens, présidents, professeurs... nous ont informés de leurs réalisations, de leurs difficultés et de leurs projets ; mais aussi des jeunes très ambitieux et des personnes âgées avec lesquelles nous avons partagé une séance de culture physique. Et que dire de la rencontre avec Sotomayor et avec plusieurs médaillés olympiques et champions du monde !?

Que dire aussi de cette visite dans un centre d'éducation artistique où de jeunes artistes viennent se former à la danse, la musique, au chant, à la peinture,... de l'accueil si chaleureux chez l'habitant : de la qualité des prestations, de la gentillesse et de la générosité de la population.

Tout cela entraîna de nombreuses discussions, des débats animés avec les différents responsables rencontrés, avec Didier, Président de

Cuba Linda, avec Marcello notre guide cubain et bien entendu entre nous !

Il serait malhonnête d'oublier de préciser que nous n'aurions pu survivre sans la bière locale, les mojitos bien frais et autres daiquiris, dans une ambiance musicale permanente (la salsa !).

Mais je vous entends déjà : et la misère ?

Cuba est un pays du tiers monde, pauvre en particulier en ressources naturelles, supportant un blocus inique... mais riche en ambitions et en volontés. Et le développement d'un tourisme de qualité, maîtrisé, est un facteur sérieux pour son développement.

La misère ? Je ne l'ai pas vue (cela ne veut pas dire qu'elle a été totalement éradiquée en 60 ans !)

Au fait si, la misère je l'ai vue !... au bord de la route : des dizaines d'abris (en tôle, en carton, en toiles.) sordides, avec des dizaines de SDF ou autres malheureux qui tendaient la main pour manger !... C'était en revenant de l'aéroport CDG – Roissy au bord de l'autoroute A1 et au bord du périphérique... c'était à Paris !

J'en profite pour embrasser tout le groupe si sympa, si attachant.

**Alain LESIMPLE**



## SÉJOUR DE LA ROCHELLE

**22 AU 29 JUIN 2019**

La Rochelle, un superbe séjour dense et varié, ce que promettait le programme.

Nous avons découvert une région magnifique, son histoire, sa culture, ses sites remarquables, (les îles de RE et D'AIX, les marais...), son désir de s'inscrire dans l'avenir : mobilité douce dans l'agglomération de La Rochelle (présentée par la fille de Colette et Daniel N.), préservation de la nature et engagement écologique dans les marais, un bel exemple !

La situation de l'EPS n'a pas été oubliée : Christophe nous a présenté les problèmes locaux de façon concise.

Malgré la canicule, eh oui ! Tout le groupe a supporté le rythme selon ses envies et ses possibilités.

Le séjour nous a enrichis sur le plan humain et culturel et nous avons tous fait le plein d'énergie !

**BRAVO** et un **GRAND, GRAND MERCI** à Colette et Daniel.

A bientôt !

*Paulette CADET et Nicole COULON*

## « AU FIL DU TEMPS »

Nous aurons eu tous les « TEMPS » possibles et imaginables... ou inimaginables durant ce séjour !

Du violent orage qui, une fois passé, nous fit encore plus apprécier la balade en barque dans le Marais Poitevin, à la brume au Marais d'YVES qui ne nous empêcha pas d'observer les oiseaux en toute sérénité, en passant par le début de la canicule, où par chance, nous avons goûté la fraîcheur et la quiétude du Musée du Protestantisme.

Et puis il y a eu aussi un temps de « tempête » sous les crânes (sûrement un peu trop fort pour Colette et Daniel) qui finit par s'apaiser pour que nous puissions clore plus calmement ce séjour très riche.

*Michèle BUCLON*

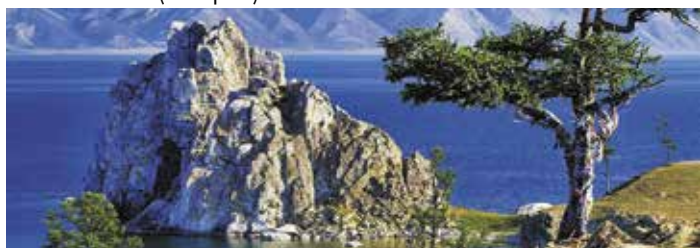
## Séjours 2020

### SÉJOURS MAINTENUS

**VAL CENIS** du 26 janvier au 1<sup>er</sup> février (reste 2 places)



**LAC BAIKAL** (complet)



**BOULOURIS** 20 au 27 juin

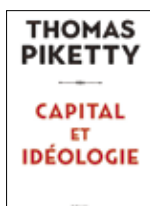


### SÉJOURS ANNULÉS :

**ASNELLE** en Normandie (trop peu de participants pour ce stage déplacé, reporté en 2021)

**VICHY** (trop peu d'inscrits)

**LA GARDE** (séjour trop court, (9 inscrits), reporté en 2021)

**« CAPITAL ET IDÉOLOGIE »**

**De Thomas PIKETTY, économiste et spécialiste de l'étude des inégalités - Éditions Le Seuil**

Toutes les sociétés humaines ont besoin de justifier leurs inégalités : il faut leur trouver des raisons, faute de quoi c'est l'ensemble de l'édifice politique et social qui menace de s'effondrer. Les idéologies du passé, si on les étudie de près, ne sont à cet égard pas toujours plus folles que celles du présent. C'est en montrant la multiplicité des trajectoires et des bifurcations possibles que l'on peut interroger les fondements de nos propres institutions et envisager les conditions de leur transformation.

« Il est temps d'ouvrir la possibilité d'une réflexion pour un nouveau socialisme ».

**« POUR UNE ÉCOLOGIE DU VIVANT »**

**De Pierre JOUVENTIN, Serge LATOUCHE et Thierry PAQUOT - Éditions Libre et Solidaire**

Pierre JOUVENTIN, éthologue, a passé une grande partie de sa vie sur le terrain à étudier le comportement des animaux et à le rapprocher du comportement des humains. Serge LATOUCHE a enseigné l'économie et découvert rapidement des penseurs tels qu'Ivan ILLICH ou Nicholas GEORGESCU-ROEGEN, qui l'ont conduit à une critique de notre modèle de société et à préconiser la « décroissance ».

**« ENFANCES DE CLASSE »**

**Sous la direction de Bernard LAHIRE - Éditions Le Seuil**  
**L'enfance est-elle encore en 2019 le creuset des inégalités ?**

« Je voulais vraiment que les inégalités soient rendues sensibles, pour permettre aux gens de mesurer concrètement l'écart qui existe entre les gamins de classes sociales différentes. Il fallait que les lecteurs puissent le ressentir : les enfants des plus riches ont des possibles quasiment infinis, ceux des plus pauvres sont déjà extrêmement limités. L'argent est plus puissant que tout, il permet de tout acheter, l'espace comme la culture... »

**« VOTRE CERVEAU VOUS JOUE DES TOURS »**

**D'Albert MOUKHEIBER. Allary Éditions.**

Utile à chacun, notamment aux parents, mais d'abord à soi, surtout quand on souhaite œuvrer efficacement et collectivement.

Quelles fragilités dans la construction de nos appréciations face aux multiples ambiguïtés du monde ? De l'illusion de nos certitudes à la réécriture de notre passé, notre cerveau a bien besoin d'être bien surveillé : vigilance face aux manipulations, qui peuvent aussi nous concerner, mais aussi face aux idées fausses ayant l'apparence du vrai et nous en détourner.

C'est une question bien actuelle, pouvant nous aider à mieux comprendre ce qui se passe vraiment dans l'opinion. Pourquoi et comment faire pour être plus proche de la réalité ? Passionnant et instructif.

**« MAIN BASSE SUR NOS FORÊTS »**

**De Gaspard D'ALLENS - Éditions du seuil, Reporterre.**

La forêt amazonienne est aujourd'hui la plus menacée, et nous avec.

Cependant, regardons autour de nous la transformation de nos forêts en matière première, au profit des centrales à biomasse.

L'auteur a parcouru les principales forêts françaises et décrit le désastre en cours.

Il est encore possible de repousser cette dramatique industrialisation de nos forêts, avec l'aide décisive de bucheurs et de forestiers qui réinventent actuellement leur métier.

Cette bataille importante nous concerne aussi ; elle est décisive pour nos loisirs mais plus encore pour notre environnement.

# SYNDICALISATION ET ACTION SYNDICALE DES RETRAITÉ-E-S

**La syndicalisation des retraité-e-s en 2018-2019 est encourageante :** 1 162 syndiqué-e-s (plus 22 par rapport à 17/18) et ce sont 100 collègues qui, ayant pris leur retraite en 2018, ont rejoint le SNEP-FSU.

Mais nous faisons un appel à celles et ceux qui se sont éloigné-e-s du SNEP-FSU : le rejoindre maintenant afin de renforcer son secteur retraité-e-s, alors...

## ...SYNDIQUEZ-VOUS !

Face à une politique antisociale, répressive, anti migration, qui manque de lisibilité quant aux décisions à prendre sur le climat et la défense de l'environnement, nous ne pouvons rester inactifs.

Les services publics deviennent des services « au » public, favorisant une privatisation rampante de tous les services par réduction des financements.

**Poursuivons nos actions avec les 9 organisations qui luttent ensemble depuis 5 ans pour :**

- La suppression de la CSG.
- La fin du gel des pensions et retraites.
- Leur revalorisation en fonction des salaires.
- Pour le maintien des pensions de reversions.

- Pour l'ouverture d'un droit universel dans le cadre d'un grand service public permettant une aide réelle au maintien de l'autonomie : embauche de 40 000 personnes dans les EHPAD, prise en charge de la perte de l'autonomie à 100% par la sécurité sociale.

Poursuivons aussi, avec les actifs, les actions contre la réforme des retraites qui, en fixant à 13,8% du PIB la part des pensions, impactera les pensions actuelles comme celles à venir.

**Louise GAVARY**

**AGISSONS !**

Enfin, signons et faisons signer contre la privatisation d'aéroports de Paris (ADP) : c'est une bataille pour la démocratie, contre TOUTES les privatisations qui visent les SERVICES PUBLICS :

- Sur le site internet dédié [www.referendum.interieur.gouv.fr](http://www.referendum.interieur.gouv.fr)

- En remplissant un formulaire papier qui sera enregistré électroniquement par un fonctionnaire de la commune (formulaire cerfa -15264-02).

**Louise GAVARY**





## Syndicalisation 2019-2020

Je renvoie ma fiche à l'adresse suivante :

Identité	Date de naissance ____/____/____		Sexe : F <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/>		Situation professionnelle	<b>Etablissement d'affectation ou zone de remplacement</b>							
	Nom					Code établissement							
	Nom de jeune fille					Nom							
	Prénom					Adresse complète							
	Adresse complète					Echelon (ou groupe pour les retraités)							
	Mail					<b>Situation administrative</b> (entourez ci-dessous)							
	Téléphone fixe		Téléphone portable			TZR		Poste fixe		Temps partiel : %			
						Prof Sport stagiaire		Prof EPS stagiaire		Agrégé stagiaire			
				Disponibilité		Congès (parental...)							
Bulletins	<b>Envoi des bulletins SNEP-FSU</b>				<b>Envoi du bulletin FSU ( "POUR" )</b>				<b>Autorisation indispensable pour recevoir le bulletin</b> <small>J'accepte de fournir au SNEP-FSU les informations nécessaires me concernant et l'autorise à faire figurer des informations dans des fichiers et des traitements informatisés dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 6/01/78. Cette autorisation est révoquant par moi-même dans les mêmes conditions que le droit d'accès en m'adressant au SNEP-FSU - Service informatique, 76 rue des Rondeaux, 75020 PARIS.</small>				
	<input type="checkbox"/> Version papier <input type="checkbox"/> Adresse personnelle <input type="checkbox"/> Adresse établissement <input type="checkbox"/> Version électronique				<input type="checkbox"/> Version papier <input type="checkbox"/> Adresse personnelle <input type="checkbox"/> Adresse établissement <input type="checkbox"/> Version électronique								
<b>Envoi des hors séries "Contre pied" uniquement par voie postale</b>										<b>Date et signature</b>			

### Cotisations SNEP-FSU METROPOLE 2019-2020

1/ **Nouveauté ! En ligne** sur le site <http://www.snefsu.net>

2/ **Par chèque** à l'ordre du SNEP-FSU Précisez le nombre de chèques (max 8)   
(Indiquez au dos de chaque chèque la date d'encaissement)

3/ **Par prélèvement(s)** en une ou plusieurs fois (effectué le 5 de chaque mois d'octobre à juin, max 8 fois ).  
Nombre de prélèvements  Indiquez le 1er mois de prélèvement

**CREDIT D'IMPOT !**  
Vous bénéficiez d'un crédit d'impôt égal à 66% du montant de votre cotisation  
*Par exemple, une cotisation de 152 € ne vous coûte réellement que 51,68 €*